

## **Groupe de travail sur le développement du système de Lisbonne (appellations d'origine)**

**Neuvième session  
Genève, 23 – 27 juin 2014**

### **NOTES RELATIVES AU PROJET DE RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PROJET D'ARRANGEMENT DE LISBONNE RÉVISÉ**

*Document établi par le Secrétariat*

L'annexe du présent document contient des notes relatives au projet de règlement d'exécution du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé sur les appellations d'origine et les indications géographiques (ci-après dénommé "projet de règlement d'exécution") figurant dans le document LI/WG/DEV/9/3. Les dispositions qui n'appellent pas d'explication particulière ne font l'objet d'aucune note.

[L'annexe suit]

## NOTES RELATIVES AU PROJET DE RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

### TABLE DES MATIÈRES

#### Liste des règles

#### *Chapitre premier : Dispositions générales et liminaires*

Notes relatives à la règle 1 :	Expressions abrégées
Notes relatives à la règle 2 :	Calcul des délais
Notes relatives à la règle 3 :	Langues de travail
Notes relatives à la règle 4 :	Administration compétente

#### *Chapitre II : Demande et enregistrement international*

Notes relatives à la règle 5 :	Conditions relatives à la demande
Notes relatives à la règle 6 :	Demandes irrégulières
Notes relatives à la règle 7 :	Inscription au registre international
Notes relatives à la règle 8 :	Taxes

#### *Chapitre III : Refus et autres mesures relatives à l'enregistrement international*

Notes relatives à la règle 9 :	Refus
Notes relatives à la règle 10 :	Notification de refus irrégulière
Notes relatives à la règle 11 :	Retrait de refus
Notes relatives à la règle 12 :	Notification d'octroi de la protection
Notes relatives à la règle 13 :	Notification de l'invalidation des effets d'un enregistrement international dans une partie contractante
Notes relatives à la règle 14 :	Notification de période de transition accordée à des tiers
Notes relatives à la règle 15 :	Modifications
Notes relatives à la règle 16 :	Renonciation à la protection
Notes relatives à la règle 17 :	Radiation de l'enregistrement international
Notes relatives à la règle 18 :	Rectifications apportées au registre international

#### *Chapitre IV : Dispositions diverses*

Notes relatives à la règle 19 :	Publication
Notes relatives à la règle 20 :	Extraits du registre international et autres renseignements fournis par le Bureau international
Notes relatives à la règle 21 :	Signature
Notes relatives à la règle 22 :	Date d'envoi de diverses communications
Notes relatives à la règle 23 :	Modes de notification par le Bureau international
Notes relatives à la règle 24 :	Instructions administratives

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 1 : EXPRESSIONS ABRÉGÉES**

R1.01 La règle 1 est une version adaptée de la règle 1 du règlement d'exécution du Traité de Singapour sur le droit des marques de 2006. Sur le fond, cette disposition reprend la teneur de la règle 1 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptée aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 2 : CALCUL DES DÉLAIS**

R2.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 2 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 3 : LANGUES DE TRAVAIL**

R3.01 Les dispositions de cette règle reproduisent en grande partie celles qui figurent à la règle 3 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 4 : ADMINISTRATION COMPÉTENTE**

R4.01 Cette règle s'inspire de la pratique qui s'est mise en place dans le cadre de l'application de la règle 4 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

R4.02 En ce qui concerne les responsabilités des administrations compétentes, on est prié de se reporter à l'article 3 du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé. En outre, la règle 4.1) précise que le nom et les coordonnées de l'administration compétente doivent être notifiés au moment de l'adhésion.

R4.03 L'alinéa 2) doit être interprété eu égard au fait que, contrairement à d'autres domaines de la propriété industrielle, il peut exister dans une partie contractante plusieurs administrations chargées de l'octroi de la protection en ce qui concerne les appellations d'origine. Par exemple, différents systèmes de protection peuvent être applicables à l'égard des appellations d'origine ou des indications géographiques dans une partie contractante et différentes administrations peuvent être compétentes pour ces différents systèmes de protection. En outre, comme indiqué à la huitième session du groupe de travail, en vertu de la législation régionale d'une organisation intergouvernementale, certaines compétences de l'administration compétente de l'organisation intergouvernementale peuvent être déléguées à d'autres administrations, par exemple l'administration compétente d'un État membre de l'organisation intergouvernementale (paragraphe 41 du document LI/WG/DEV/8/7).

R4.04 L'alinéa 3) a été rédigé compte tenu de l'expérience pratique du Bureau international concernant les modifications apportées au nom ou aux coordonnées d'une administration compétente.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 5 : CONDITIONS RELATIVES À LA DEMANDE**

R5.01 L'alinéa 1) correspond à la règle 5.1) du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptée aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R5.02 Les dispositions des alinéas 2) et 5) correspondent à celles des alinéas 2 et 3) de la règle 5 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions de l'article 5 du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé. En vertu du point vii) de l'alinéa 2)a), lorsqu'une partie contractante d'origine prévoit l'enregistrement d'appellations d'origine ou d'indications géographiques, la demande doit indiquer la date et le numéro de l'enregistrement international en vertu duquel l'appellation d'origine ou l'indication géographique est protégée dans la partie contractante d'origine. Lorsqu'une partie contractante accorde la protection par voie de décret ministériel ou de décisions de justice, par exemple, la demande doit en indiquer l'intitulé et la date.

R5.03 S'agissant des questions soulevées par le groupe de travail au sujet de la règle 5.2)a)iv) et de la règle 5.5)ii), il convient de noter que selon l'article 11 de l'Arrangement de Lisbonne révisé, de même que selon l'article 3 de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, la protection est accordée aux appellations d'origine et aux indications géographiques notamment lorsque celles-ci sont employées en traduction. La portée de la règle 5.2)a)iv) et de la règle 5.5)ii) a été précisée aux septième et huitième sessions du groupe de travail. Les traductions effectuées au titre de la règle 5.5)ii) relèvent de la seule responsabilité du déposant et ne sont pas vérifiées par le Bureau international; elles visent uniquement à indiquer ce que le déposant considère comme la traduction de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique.

R5.04 Le nouvel alinéa 3) qui a été ajouté vise à combiner les dispositions des options A et B figurant dans les précédentes versions du projet de règlement d'exécution. Les options A et B ont été remplacées par les termes "[peut]" et "[doit]" entre crochets. Cette disposition s'appuie sur la règle 5.3)vi) du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, qui est une disposition facultative adoptée par l'Union de Lisbonne en septembre 2011 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Compte tenu de son caractère décisif des indications concernées dans le cadre de la législation nationale ou régionale d'un certain nombre de délégations, ces délégations ont proposé qu'elle ait un caractère obligatoire. D'autres délégations ont estimé que les indications visées ne sont pas requises par la législation d'un grand nombre d'autres pays et que la disposition doit donc rester facultative. À la huitième session du groupe de travail, il a été suggéré de prendre la règle 7.2) du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole y relatif comme modèle. Cette proposition serait compatible avec le projet d'article 7.4)b) du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé. Ainsi, une partie contractante pourrait notifier au Directeur général une déclaration indiquant que les informations mentionnées à l'alinéa 3) sont requises en vertu de sa législation nationale et doivent lui être communiquées en même temps que la notification de l'enregistrement international. Si ces informations ne sont pas fournies, cela aurait l'effet d'une renonciation au sens de la règle 16. En outre, il pourrait également être précisé à l'alinéa 3) que les informations peuvent être communiquées ultérieurement, dans le cas d'un retrait de la renonciation en vertu de la règle 16.2).

R5.05 Le point viii) de la règle 5.2)a) sera nécessaire si l'article 7.4) est retenu.

R5.06 La règle 5.4) vise à répondre aux besoins des pays où la protection des appellations d'origine et des indications géographiques serait subordonnée à une exigence d'utilisation. Il est fait référence à cet égard aux délibérations qui ont eu lieu à la huitième session du groupe de travail.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 6 : DEMANDES IRRÉGULIÈRES**

R6.01 Les dispositions de cette règle reproduisent en grande partie celles qui figurent à la règle 6 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE INTERNATIONAL**

R7.01 L'alinéa 1) est calqué sur la règle 7.1) du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne, mais il a été adapté afin de rendre compte du fait que le registre international contiendrait les enregistrements effectués à la fois en vertu de l'Arrangement de Lisbonne et de l'Acte de 1967 et en vertu du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé (voir la note 4.01 relative au projet d'Arrangement de Lisbonne révisé figurant dans le document LI/WG/DEV/7/4). Tant que tous les États parties à l'Arrangement de Lisbonne ou à l'Acte de 1967 n'auront pas adhéré à l'Arrangement de Lisbonne révisé, le registre international devrait indiquer les États à l'égard desquels un enregistrement est régi par l'Arrangement de Lisbonne et l'Acte de 1967 ou par l'Arrangement de Lisbonne révisé. Bien entendu, dans la mesure où une demande a pour origine une partie contractante qui est partie à la fois à l'Arrangement de Lisbonne ou à l'Acte de 1967 et à l'Arrangement de Lisbonne révisé, le Bureau international doit l'examiner non seulement sur la base des conditions prévues par l'Arrangement de Lisbonne révisé, mais également sur la base des conditions qui s'appliquent en vertu de l'Arrangement de Lisbonne et de l'Acte de 1967.

R7.02 Les dispositions des alinéas 2) et 3) de cette règle s'inspirent largement de celles figurant à la règle 7 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne en ce qui concerne le contenu des enregistrements, le certificat d'enregistrement et la notification des nouveaux enregistrements, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R7.03 L'alinéa 4) prend en considération le cas des enregistrements internationaux d'appellations d'origine déjà inscrits en vertu de l'Arrangement de Lisbonne ou de l'Acte de 1967 au moment où les relations mutuelles entre deux États deviennent régies par les dispositions de l'article 31.1) du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

## **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 8 : TAXES**

R8.01 Les dispositions de la règle 8.1) sont calquées sur celles qui figurent à la règle 23 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur. Toutefois, au regard des délibérations à la huitième session du groupe de travail, les montants ont été mis entre crochets. Pour les raisons mentionnées dans les notes relatives à l'article 7, notamment la note 7.02, il est peu probable que les recettes provenant des taxes d'enregistrement suffisent à couvrir le coût des opérations menées dans le cadre du système de Lisbonne. Comme il ressort du tableau 12, figurant dans l'annexe III du Programme et budget de l'OMPI pour l'exercice biennal 2014-2015, 98 pour cent des recettes de l'Union de Lisbonne proviennent de sources autres que les taxes, notamment, comme indiqué dans le même tableau, de sa part dans les recettes générales de l'Organisation, et les prévisions de recettes pour l'Union de Lisbonne s'établissent à quelque 700 000 francs suisses. Bien que cela ne suffise pas à couvrir les dépenses actuelles de personnel du Service d'enregistrement de Lisbonne, il ne faut pas perdre de vue que les principales activités du service consistent actuellement, dans une large mesure, à fournir des services dans le cadre de la révision du système de Lisbonne et à mener des activités de promotion connexes. En outre, le Service d'enregistrement de Lisbonne a lancé un projet d'automatisation dans toute la mesure possible de ses opérations relatives aux procédures d'enregistrement et de notification.

R8.02 Les règles 8.1)v), 8.2) et 8.3) visent à donner effet à l'article 7.4), qui a été ajouté au projet d'Arrangement de Lisbonne révisé afin de tenir compte des vues exprimées à la huitième session du groupe de travail par un certain nombre de délégations représentant des pays qui ne sont pas parties à l'Arrangement de Lisbonne, selon lesquelles les parties contractantes doivent avoir la possibilité d'exiger une taxe pour couvrir le coût de l'examen quant au fond des enregistrements internationaux qui leur sont notifiés. Les règles 8.2) et 8.3)

sont calquées sur les dispositions correspondantes des règlements d'exécution applicables dans le cadre des systèmes de Madrid et de La Haye.

R8.03 Les règles 8.4) à 9) sont aussi calquées sur les dispositions correspondantes applicables dans le cadre des systèmes de Madrid et de La Haye. Elles tiennent compte de la pratique en vigueur dans le système de Lisbonne actuel.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 9 : REFUS**

R9.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 9 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R9.02 À la suite des délibérations qui ont eu lieu à la septième session du groupe de travail, le délai d'"une année" a été placé entre crochets.

R9.03 En outre, la règle 9.2)v) est proposée afin de prendre en considération le cas particulier des enregistrements internationaux refusés partiellement par une partie contractante en raison de la coexistence éventuelle avec un droit antérieur selon la législation de cette partie contractante, en particulier une indication géographique ou une appellation d'origine homonyme. À titre d'illustration, voir le paragraphe 135 du rapport de la quatrième session du groupe de travail (document LI/WG/DEV/4/7).

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 10 : NOTIFICATION DE REFUS IRRÉGULIÈRE**

R10.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 10 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 11 : RETRAIT DE REFUS**

R11.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 11 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R11.02 Au regard des dispositions de la règle 11 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, il est proposé d'insérer une nouvelle disposition (alinéa 2)ii)) afin d'exiger que le motif du retrait soit indiqué dans la déclaration, en particulier en cas de retraits partiels correspondant à des refus partiels visés à la règle 9.2)v) ou vi) du projet de règlement d'exécution.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 12 : NOTIFICATION D'OCTROI DE LA PROTECTION**

R12.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 11*bis* du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R12.02 Au regard des dispositions de la règle 11*bis* du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, il est proposé d'insérer une nouvelle disposition (alinéa 2)b)iii)) afin d'exiger que le motif du retrait soit indiqué dans la déclaration, en

particulier en cas de déclarations partielles d'octroi de la protection correspondant à des refus partiels visés à la règle 9.2)v) ou vi) du projet de règlement d'exécution.

### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 13 : NOTIFICATION DE L'INVALIDATION DES EFFETS D'UN ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DANS UNE PARTIE CONTRACTANTE**

R13.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 16 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur tout en intégrant la modification adoptée par l'assemblée en septembre 2011 et ont été adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R13.02 Au regard des dispositions de la règle 16.1) du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, il est proposé de prendre en considération au point iv) de l'alinéa 1) non seulement les cas visés à la règle 9.2)vi) du projet de règlement d'exécution, mais aussi le cas particulier des indications géographiques ou des appellations d'origine homonymes visé à la règle 9.2)v).

### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 14 : NOTIFICATION DE PÉRIODE DE TRANSITION ACCORDÉE À DES TIERS**

R14.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 12 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé. À la suite des délibérations de la septième session du groupe de travail, la règle 14.1)iii) a été modifiée par l'introduction de la phrase relative à la communication d'informations concernant la portée pendant la période de transition. L'expression "de préférence" a été placée entre crochets compte tenu de la question soulevée lors de la session qui visait à déterminer si la communication de ces informations doit être facultative ou obligatoire.

R14.02 Compte tenu du paragraphe 18 du résumé du président sur la quatrième session du groupe de travail (document LI/WG/DEV/4/6), les délais possibles pour mettre fin à une utilisation antérieure ont été placés entre crochets.

### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 15 : MODIFICATIONS**

R15.01 Les dispositions de cette règle sont calquées sur celles qui figurent à la règle 13 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R15.02 Un nouveau point vi) a été ajouté à la règle 15.1), de manière à aligner cette disposition sur celles figurant à la règle 16.

### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 16 : RENONCIATION À LA PROTECTION**

R16.01 Les dispositions de cette règle sont calquées sur celles qui figurent à la règle 14 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

R16.02 L'expression entre crochets "[, totalement ou partiellement,]" a été introduite compte tenu de la question soulevée à la septième session du groupe de travail afin de déterminer s'il

serait également possible de présenter une renonciation – ou plutôt une limitation – qui ne concernerait que certains produits couverts par l'enregistrement international.

R16.03 Les alinéas 2) et 4) ont été ajoutés compte tenu de la possibilité que la raison pour laquelle il a été renoncé à la protection puisse disparaître ultérieurement. Dans ce cas, la renonciation peut être retirée, sous réserve du paiement des taxes applicables à l'égard des modifications.

R16.04 La règle 16 est aussi applicable en cas de non-paiement d'une taxe individuelle complémentaire visé à l'article 7.4)b).

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 17 : RADIATION DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL**

R17.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 15 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 18 : RECTIFICATIONS APPORTÉES AU REGISTRE INTERNATIONAL**

R18.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 17 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, adaptées aux dispositions du projet d'Arrangement de Lisbonne révisé.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 19 : PUBLICATION**

R19.01 Par rapport à la règle 18 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur, la mention du Bulletin a été supprimée étant donné que la publication pourrait, à l'avenir, être effectuée sur le site Web de l'OMPI.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 20 : EXTRAITS DU REGISTRE INTERNATIONAL ET AUTRES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LE BUREAU INTERNATIONAL**

R20.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 19 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 21 : SIGNATURE**

R21.01 Cette règle reproduit la règle 20 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

#### **NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 22 : DATE D'ENVOI DE DIVERSES COMMUNICATIONS**

R22.01 Les dispositions de cette règle reproduisent dans une large mesure celles qui figurent à la règle 21 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur. En ce qui concerne l'ajout du renvoi aux instructions administratives, voir l'instruction 9



des Instructions administratives applicables en vertu de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

**NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 23 : MODES DE NOTIFICATION PAR LE BUREAU INTERNATIONAL**

R23.01 Les dispositions de cette règle sont calquées sur celles qui figurent à la règle 22 du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur.

**NOTES RELATIVES À LA RÈGLE 24 : INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES**

R24.01 Les dispositions de cette règle reproduisent celles qui figurent à la règle 23*bis* du règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne actuellement en vigueur. Toutefois, la mention du Bulletin a été supprimée pour la raison indiquée dans la note 19.01.

[Fin de l'annexe et du document]